



HAL
open science

Comment penser le clivage gauche-droite ?

Christophe Le Digol

► **To cite this version:**

Christophe Le Digol. Comment penser le clivage gauche-droite?. Jacques Le Bohec; Christophe Le Digol (dir.). Gauche-droite. Genèse d'un clivage politique, Presses Universitaires de France, 2012. hal-03990676

HAL Id: hal-03990676

<https://hal.science/hal-03990676>

Submitted on 15 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Comment penser le clivage gauche-droite ?

Christophe Le Digol

La campagne de l'élection présidentielle de mai 2007 a suscité – comme à chaque fois, serions-nous tentés d'ajouter – son lot d'interrogations sur les stratégies des candidats et les identités politiques auxquelles leurs professions de foi, leurs programmes et leurs postures font croire. Ségolène Royal est-elle de gauche ? Vraiment de gauche ? Nicolas Sarkozy a-t-il marché sur les plates-bandes électorales du Front national afin de séduire l'électorat d'extrême droite ? Le clivage gauche-droite est-il devenu obsolète sous l'effet d'un monde nouveau qui ne s'encombre plus de vieilles notions, comme le clame haut et fort François Bayrou ? À observer cette campagne présidentielle et à suivre la « politique d'ouverture » à gauche menée par Nicolas Sarkozy après son élection à la présidence de la République, plus d'un observateur aurait été tenté d'accorder du crédit à la thèse de l'obsolescence du clivage gauche-droite. Son invocation serait devenue insuffisante pour énoncer la *réalité* des appartenances politiques, dissimulées derrière des marques électorales qui n'attesteraient plus l'identité *réelle* des hommes et des femmes politiques qui s'en revendiquent.

Aux dires de ceux qui défendent publiquement cette thèse, le constat serait nouveau et ne constituerait pas une constante du débat politique. Et le large écho dont cette thèse a bénéficié durant la cam-

Gauche-droite

pagne présidentielle de 2007 accrédi­terait l'idée de sa nouveauté. Comment ne pas se laisser séduire par les discours du « changement » tant ceux-ci semblent faire l'unanimité ? Le monde évoluerait de plus en plus vite et de nouveaux enjeux (climat, développement durable, globalisation, sécurité, etc.) surgiraient petit à petit et presque naturellement des décombres de l'ancien monde, d'un présent pas si lointain précipité dans l'oubli. N'était-il pas non plus évident que les nouveaux défis dont ont à se saisir les hommes politiques susciteraient des débats publics qui n'épouseraient plus tout à fait ni les anciennes visions du monde ni les clivages politiques, tels qu'ils s'étaient stabilisés et solidifiés ? L'avènement du XXI^e siècle appellerait un renouvellement des manières de faire de la politique comme des façons de parler en politique. Avec une belle appétence, ce séduisant discours inscrit l'impératif de changement politique dans la nécessité naturelle de l'évolution du monde. Or, pour un regard que l'ivresse du présent ne brouille pas, cette thèse de l'obsolescence du clivage gauche-droite affleure à de nombreuses reprises et en de nombreux endroits aux XIX^e et XX^e siècles. On en retrouve les traces soit dans les dictionnaires politiques du XIX^e siècle, soit dans les histoires consacrées à la « droite » ou à la « gauche », tantôt comme justification de l'évolution des façons de les penser, tantôt comme illustration des débats sur la définition de ces catégories politiques¹. On en retrouve également les traces dans les luttes auxquelles se livrent les hommes politiques, les journalistes et les intellectuels à l'occasion d'élections dont les souvenirs, rarement fidèles et impartiaux, s'altèrent au fur et à mesure du déroulement de nouveaux scrutins. Et avec ces souvenirs s'effacent en toute discrétion les petits glissements de sens, les évolutions dans les usages, voire les contestations dont ces emblèmes politiques ont fait l'objet par le passé.

1. À titre d'exemples, citons Jean Defrasne, *La gauche en France de 1789 à nos jours*, Paris, PUF, 1972, p. 5; Jean Touchard, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil, 1977, p. 14; René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, « Collection historique », 1982, p. 26-27; Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, p. III-IV.

Comment penser le clivage gauche-droite ?

UNE DOXA POLITIQUE

Élection après élection, génération après génération, s'organise ainsi, dans le cadre des transformations du champ politique, l'amnésie collective qui affecte à des degrés divers les agents politiques. Pour preuve, les difficultés qu'a rencontrées le lecteur à se souvenir des péripéties de la campagne électorale de 2007, esquissées au début de ce texte. Et plus l'année 2007 s'éloigne, plus ce passage paraît obscur au lecteur, quel que soit son niveau de compétence politique. Cette amnésie collective est la face cachée d'un processus d'objectivation de catégories proprement politiques que les agents mobilisent pour s'orienter dans cet univers, pour décrire et parfois expliquer les luttes politiques, présentes ou passées. Parmi les possibilités que l'histoire offrait généreusement, quelques catégories se sont finalement imposées aux agents politiques qui les réduisent spontanément à leur *réalité* du moment : « gauche » et « droite » évidemment, auxquelles on ajoute parfois « extrême gauche », « extrême droite » ou « centre » au gré des circonstances. Curieux destin que celui de ces mots, *a priori* dépourvus de contenu politique. Improbable destin au terme duquel on les découvre saturés de sens politique ; au terme duquel s'est imposée la conviction, profondément enracinée en ceux qui trouvent quelque intérêt à la vie publique, qu'elles ont toujours été là, organisant et expliquant inlassablement les luttes politiques depuis la Révolution française. La métaphore spatiale distinguant une gauche et une droite s'est hissée au rang d'invariant historique de la « vie politique française », de ses supposés débuts sous la Révolution française à nos jours¹. Quels que soient les contextes historiques, le clivage

1. Associer les catégories gauche et droite à l'expression ordinaire « vie politique française » peut constituer un obstacle à l'analyse politique. L'usage du terme « vie » laisse penser que les activités politiques sont douées d'un ressort qui leur est propre, indépendant des autres dimensions du monde social. Cette formulation s'oppose, dans les spécialités de la science politique, à l'étude des « institutions politiques » qui formeraient le cadre à l'intérieur duquel s'animerait la vie politique et s'élaboreraient les règles qui en structureraient le déroulement. Associer l'étude de la vie politique à celle des institutions

Gauche-droite

gauche-droite est ce rocher immuable et imposant d'où l'observateur autorisé et le politicien avisé affrontent sans crainte le flot tumultueux et changeant de la vie politique. Il est présenté comme une donnée quasi naturelle qui rend compte des situations politiques les plus diverses en les rapportant à des entités et à des identités transhistoriques. Cette ligne de partage métaphorique assigne à chacun des camps – gauche et droite – une identité politique et à chacune de ces identités une histoire avec ses héros, ses lieux et ses événements fondateurs, constituant ainsi des répertoires de ressources symboliques, en apparence irréductibles les unes aux autres.

Ce principe de division du monde politique constitue le fondement d'une *doxa politique* d'autant plus efficiente que son arbitraire se dissimule dans l'objectivité des principes et des catégories politiques dont tout citoyen se sert aujourd'hui¹. Cette doxa se loge dans la prétention à réduire l'ensemble des problèmes, des questions et des points de vue concernant le fonctionnement du monde social à un système binaire d'opposition politique : la gauche et la droite. L'ensemble des points de vue politiques, dans leur variété et leurs contradictions, s'ordonnerait en fonction d'un axe gauche-droite qui, en dépit de l'opposition durable des catégories servant à le désigner, formerait un continuum le long duquel les électeurs se déplaceraient de proche en proche. Celui-ci se décompose en général comme suit : extrême gauche, gauche, centre, droite, extrême droite. Enfin, ces différences de position correspondraient à des différences de « valeurs » politiques (opinions, idées, programmes, etc.), plus ou moins nombreuses en fonction des circonstances, qui seraient elles aussi ultimement réductibles à une opposition binaire autour de laquelle s'organisent les débats politiques². Ce principe de division du monde politique possède une

politiques, dans une conception quelque peu traditionnelle de la science politique, donnerait la clé de la compréhension et de l'explication du fonctionnement du monde politique.

1. Sur la question de la doxa et de ses effets, par exemple dans le monde intellectuel, consulter Louis Pinto, « La doxa intellectuelle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 90, décembre 1991, p. 95-100.

2. Par exemple, Alain-Gérard Slama, *Les chasseurs d'absolu. Genèse de la gauche et de la droite*, Paris, Grasset, 1980.

Comment penser le clivage gauche-droite ?

double fonction que l'histoire a progressivement amené à confondre : une fonction de description des luttes politiques et une fonction d'explication de ces luttes. En effet, l'objectivation des catégories politiques « gauche » et « droite » a servi très tôt à identifier des positions les unes par rapport aux autres, à les rassembler et à les discriminer au sein de territoires symboliques qui, résumés par ces catégories, forment en quelque sorte une topographie politique, presque une géographie du champ politique. À l'image de la géographie humaine et physique, elle permet(trait) à l'électeur et aux élus de se repérer et de s'orienter dans l'inextricable foisonnement des entreprises partisans et des transactions politiques, c'est-à-dire de donner sens à une opinion politique en la rapportant, voire en l'*identifiant* à une région du champ politique. Ce faisant, ces catégories elles-mêmes sont devenues des principes d'explication du jeu politique. Ce tour de passe-passe qui érige les catégories politiques en principe d'explication se double d'un autre tour de passe-passe, celui qui consiste à transformer l'*appartenance* à ces territoires symboliques en *identité politique*.

Cette doxa politique se range au nombre de ces illusions bien fondées, plus ou moins partagées par l'ensemble des agents politiques et dont certains sont en position de tirer parti (au double sens du terme). En assurant la correspondance entre les représentations politiques des profanes et l'ordre politique, tel qu'il s'objective dans le clivage gauche-droite, cette doxa apparaît comme l'une des conditions symboliques de l'efficacité de l'action et du discours politiques. Elle inclut les profanes et les professionnels de la politique dans une communauté de sens dont l'existence assure la lisibilité et la compréhension de ce que font et disent les agents sociaux en matière politique. Du côté des professionnels de la politique, ces représentations agissent comme des contraintes symboliques qui prédéterminent les stratégies et les échanges politiques, ce qu'il est possible de faire ou de ne pas faire, de taire ou de ne pas taire. Du côté des profanes de la politique, elles conditionnent les réactions aux stratégies des professionnels de la politique sous l'effet de l'ajustement spontané de leurs catégories de perception aux structures objectives du champ politique. Cette correspondance entre certaines représentations poli-

Gauche-droite

tiques, devenues légitimes, et l'ordre politique permet de rendre invisibles ou, en fonction des conjonctures, moins visibles les rapports de domination qui s'exercent dans le champ politique. C'est en effet l'un des principaux enjeux symboliques de ce clivage que de permettre des rassemblements larges autour de mots d'ordre et de programmes politiques, indépendamment de la diversité des attentes sociales et des intérêts particuliers que les agents politiques peuvent exprimer et à la défense desquels ils seraient tentés de limiter strictement leur participation politique. En posant les problèmes politiques d'un point de vue strictement politique, le clivage gauche-droite a pour effet, sinon pour fonction, d'euphémiser la violence des intérêts sociaux qui s'expriment dans le champ politique.

L'objectivation de ces catégories, dans les formes et les significations qu'elles manifestent aujourd'hui, est contemporaine de la formation du champ politique au début du xx^e siècle. C'est au moment de l'affaire Dreyfus que se durcissent des lignes d'opposition durables en littérature et en politique¹. Faut-il s'étonner que la structuration d'un espace de relations exclusivement dédiées à la politique engendre des catégories d'entendement et de perception qui lui soient propres ? Faut-il s'étonner que ces catégories s'organisent les unes par rapport aux autres en fonction de principes (apparemment politiques) qui constituent des enjeux de lutte entre groupements politiques ? En subordonnant ou en excluant toute autre forme de raison – et, en particulier, la raison sociale – qui pourrait apparaître comme des principes de description et d'explication des agents politiques, ces catégories proprement politiques, en faisant système et sens, sont censées rendre compte du fonctionnement objectif du champ politique, comme des stratégies de ceux qui y concourent. Gauche, centre, droite, etc. sont des groupes de groupes présentant des propriétés d'autant plus générales et des contours d'autant plus flous que leur raison d'être est de faire tenir

1. Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990 ; Gisèle Sapiro, « De l'usage des catégories de droite et de gauche dans le champ littéraire », *Société & Représentations*, n° 11, « Artistes/politiques », F. Matonti (dir.), février 2001, p. 19-53.

Comment penser le clivage gauche-droite ?

ensemble des groupes plus petits, aux histoires et aux caractéristiques différentes. Ces derniers sont tantôt le produit des rassemblements opérés par les entreprises partisans et existant comme marques politiques, tantôt le résultat du processus de politisation donnant lieu à des inclinations ou des sympathies sans qu'elles se traduisent par une adhésion et une participation à ces entreprises partisans. Les conditions symboliques qui président à l'objectivation de ces catégories autour desquelles se reconnaissent et se rassemblent les agents politiques sont liées aux enjeux de contrôle des positions d'État, à la fabrication des majorités politiques (des municipalités à l'Assemblée nationale et, bien entendu, la présidence de la République). Leur formation et la façon dont elles existent répondent aux nécessités imposées par la représentation politique qui fabrique des groupes dont les principes de constitution et d'existence doivent subsumer les intérêts hétérogènes dont les citoyens sont les porteurs. Les propriétés dont sont dotées ces catégories légitimes de la politique sont le produit des strates d'enjeux et d'usages autour desquels le champ politique s'est progressivement formé et une raison politique autonomisée.

Catégories de la pratique, devenues par surcroît catégories d'analyse, « gauche » et « droite » ont acquis aujourd'hui l'éminent statut de connaissance objective de la politique. Soumettre les discours, les stratégies ou les problèmes politiques à l'épreuve du clivage gauche-droite (c'est-à-dire rendre compte des différences de position entre la gauche et la droite sur ces problèmes) est devenu un lieu commun du commentaire politique et, chacun le reconnaîtra bien volontiers, un savoir-faire ordinaire dont la maîtrise est la marque du bon commentateur politique, qu'il soit journaliste, universitaire ou intellectuel médiatique. En cumulant les profits de l'usage politique avec l'autorité que confère l'analyse scientifique, ces catégories enferment le commentateur dans les visions légitimées des luttes politiques, aussi bien passées que présentes, et l'empêchent par conséquent de comprendre en quoi le clivage gauche-droite est le produit d'une histoire, celle de la formation du champ politique. Une histoire à laquelle ses promoteurs tentent avec succès de le soustraire petit à petit en lui attribuant une dimension transhistorique.

Gauche-droite

AUJOURD'HUI COMME HIER

Cette doxa politique invite également les agents sociaux à adhérer aux continuités nominales qui identifient, à quelques détails près, les catégories contemporaines « gauche » et « droite » aux catégories du même nom, telles qu'elles sont mobilisées depuis la Révolution française. André Siegfried ne faisait pas autre chose quand il cherchait à comprendre les permanences de la politique de la Révolution française à 1910¹. À cette date, ces catégories avaient déjà bénéficié d'un travail de naturalisation et la continuité nominale se doublait d'une continuité dans les significations. Pour un observateur distrait, la gauche d'aujourd'hui ne serait, somme toute, pas si différente de la gauche d'hier comme la droite d'aujourd'hui ne serait pas non plus si distincte de ce qu'elle était par le passé. Cependant, ce qu'elles sont devenues au XXI^e siècle ne semble plus tout à fait correspondre à la description qu'en faisait naguère Siegfried. Le temps où le château et l'Église pouvaient encore compter sur des défenseurs nombreux et organisés politiquement est révolu depuis le début du XX^e siècle. Les déplacements de sens qui affectent ces catégories depuis leurs premiers usages encouragent le chercheur à revisiter les certitudes qui éternisent le combat entre la gauche et la droite, dans des termes et des formes immuables ou presque.

Briser l'éternité relative dont ces catégories politiques ont hérité engage le chercheur sur la voie de l'historicisation des catégories de pensée et de leurs conditions sociales de production. Cette voie l'éloigne non seulement d'une histoire immobile de ces catégories, mais aussi d'une histoire des idées qui les isole des véritables enjeux politiques qui en structurent les usages, le sens et les évolutions. Ainsi sont-elles le produit d'un processus d'essentialisation qui, coïncidence ou non, fait écho au processus d'autonomisation des activités politiques. Des expressions (le « côté droit » et le « côté gauche ») qui,

1. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1913.

Comment penser le clivage gauche-droite ?

en 1789, désignaient un placement dans une assemblée – « gauche » et « droite » étaient alors des adjectifs – sont aujourd’hui devenues des catégories qui renvoient à une identité politique (être de gauche ou être de droite). Entre le début et l’état actuel du processus, entre le « côté gauche » et le « côté droit », d’une part, et la « gauche » et la « droite », de l’autre, l’observateur est confronté à des catégories distinctes qui appartiennent à des univers de sens différents et qui renvoient à des degrés d’objectivation et à des niveaux d’autonomisation différents des activités politiques.

Comprendre la façon dont des relations, des oppositions et des transactions sont posées, transposées et réinventées à l’intérieur d’un ordre politique aux contours changeants et au degré d’autonomie plus ou moins élevé à partir des rapports entre « une gauche » et « une droite » renvoie l’observateur, dans un premier temps, aux stratégies qui visent à transhistoriciser – et donc à déshistoriciser – les divisions proprement politiques et conjoncturelles censées structurer les luttes qui opposent et rassemblent les agents politiques ; et, dans un second temps, aux profits symboliques que des groupements, politiques en premier lieu, retirent de ce travail de transhistoricisation des catégories dont ils invoquent l’autorité. Ces stratégies participent des modes de capitalisation politique qui, en pérennisant les divisions et les labels historiquement constitués et naturalisés – et en trahissant les différents sens qu’ils possédaient à des moments distincts de leur histoire –, permettent de tirer profit au présent du crédit politique qu’ont contribué à fabriquer les entreprises politiques, passées et révolues.

Ces multiples entreprises de déshistoricisation associent chacune de ces catégories (de l’extrême gauche à l’extrême droite) à un corpus de représentations sociales et politiques qui seraient interprétées, par-delà leurs différences substantielles, dans le cadre d’une continuité qui rapporte le passé au présent et les idées (ou les idéaux) politiques des constituants de 1789 à ceux de leurs lointains « successeurs », c’est-à-dire ceux qui en revendiquent plus ou moins explicitement l’« héritage ». Spontanément, on associe aujourd’hui la « gauche » à des considérations plus sociales, plus populaires, et la « droite » à des

Gauche-droite

considérations plus proches des puissances de l'argent ou à l'ordre. C'est construire, d'une part, des continuités symboliques entre des causes et des positions politiques, et, d'autre part, des systèmes d'équivalence d'une époque à l'autre en ce qui concerne les relations entre cause et positions politiques. Et, il n'est pas inutile de le rappeler, ce travail de construction est aussi et avant tout un travail d'amnésie des conditions et des principes qui structurent les positions et les prises des positions des acteurs politiques des époques antérieures ; un travail d'amnésie, il faut bien le comprendre, des catégories diverses, changeantes et nombreuses, autres que « gauche » et « droite », qui ont également servi, à certains moments, à désigner des groupes et des oppositions entre ces groupes. Ce travail d'amnésie repose en partie sur un travail d'interprétation des discours et des causes anciennes qui, sous prétexte d'en établir les origines, d'en rétablir les filiations et de restituer des continuités symboliques entre positions, prises de position politiques et agents ayant appartenu à un moment ou un autre soit à la « gauche » soit à la « droite », efface les aspérités, les différences, voire les contradictions entre agents rassemblés pour l'occasion sous les mêmes bannières (« gauche » ou « droite ») dans ces grandes synthèses historiques et politiques qui, régulièrement, voient le jour et dont l'une des fonctions parfois manifestes, souvent cachées, est d'actualiser, non seulement dans l'ordre académique mais aussi et surtout dans l'ordre politique, le système des repères anciens à partir des évolutions récentes du jeu politique.

ICI COMME AILLEURS

La force d'une doxa se mesure à sa capacité à faire adhérer les agents sociaux à l'ordre apparent du monde, c'est-à-dire à naturaliser les schèmes dominants de perception qui disent la vérité de ce monde politique. Ne se mesure-t-elle pas également à sa capacité à faire voir ce qui n'est pas quand l'observateur projette sur d'autres champs politiques des façons de voir qui sont propres à la France et liées à sa

Comment penser le clivage gauche-droite ?

singularité historique ? Les commentaires politiques s'appuient en effet souvent sur une comparaison sauvage entre la vie politique française et celles des autres démocraties occidentales. Ces comparaisons sauvages font croire que ce clivage existe bel et bien, ici et ailleurs, de façon comparable par-delà les spécificités instituées : démocrates et républicains aux États-Unis, CDU-CSU et SPD en Allemagne, Parti conservateur et New Labour en Angleterre, Ulivo et Polo della Libertà en Italie, Parti populaire et Parti socialiste en Espagne, etc. Là-bas se joue aussi la même pièce : les personnages sont les mêmes ou presque ; seuls les acteurs qui les incarnent changent. Nombreux sont les commentateurs qui préfèrent évoquer les relations de concurrence entre ces entreprises partisans sous la forme consacrée du clivage gauche-droite. Ce pli professionnel lève le voile sur une autre de ses fonctions symboliques : permettre à tous de « comprendre » les enjeux politiques en provenance d'autres horizons en offrant de les réduire à un jeu d'opposition connu de tous, aussi bien des professionnels que des profanes de la politique.

Ces comparaisons sauvages ne sont pas sans affinité avec l'opération qui consiste à projeter dans le passé des principes de vision conformes à la définition contemporaine du clivage gauche-droite. À bien observer, l'opération d'universalisation qu'exprime cette comparaison sauvage, comme celle de transhistorisation que nous avons évoquée plus haut, participent d'un mécanisme similaire qui consiste à introduire un principe d'équivalence historique et spatial entre catégories, marques et structures politiques. Ce mécanisme inscrit dans une nature politique les structures sociales et symboliques du champ politique français à partir des homologues que l'observateur croit discerner entre ici et ailleurs, aujourd'hui et hier. Cette naturalisation des catégories politiques s'appuie sur un substrat anthropologique, sur l'idée d'une opposition naturelle entre la main droite et la main gauche comme principe universel¹.

Comment ces équivalences se forment-elles ? À quel moment, par qui, en fonction de quels principes ? Certains observateurs s'appuient

1. Robert Hertz, « La prééminence de la main droite. Étude sur la polarité religieuse », in *Sociologie religieuse et folklore*, Paris, PUF, 1928, rééd. 1970, p. 84-109.

Gauche-droite

essentiellement sur le principe d'équivalence le plus évident : le contenu idéologique dont ils déduisent le(s) principe(s) de discrimination partisane. L'histoire et les débats politiques de ces pays sont réduits à un jeu d'oppositions universalisable : liberté *versus* égalité, conservateur *versus* progressiste, redistribution sociale *versus* libre entreprise, etc.¹. En comparant de façon superficielle les différents partis, leurs programmes et leur position relative dans leur champ politique, ces observateurs les arriment à des régions politiques auxquelles ils attribuent *naturellement* les mêmes noms qu'en France : la gauche et la droite. Ces gauches et ces droites, d'ailleurs, correspondraient à peu de choses près à la gauche et à la droite d'ici ou, mieux encore, aux gauches et aux droites d'ici. Une gauche et une droite dont l'universalité se trouve d'emblée et *naturellement* posée dans un geste comparatif qui fait souvent l'économie de l'histoire comparée des structures politiques et sociales.

Catégories naturalisées en politique, catégories à dénaturiser pour la science politique. Du moins une science politique qui fait l'effort de suivre ses propres principes et de forger ses propres instruments, sans qu'elle ait à emprunter des catégories du sens commun politique dont les principes de production ne relèvent pas d'une logique scientifique. Ainsi, le détour par l'histoire ou le recours à la comparaison internationale, lorsqu'ils sont animés par cette exigence scientifique, permettent d'objectiver et, par conséquent, de dénaturiser ce qu'ont naturalisé le recours à l'histoire et à la comparaison internationale, engagés dans la fabrication d'une doxa politique, c'est-à-dire un système de croyances qui tend à conforter l'ordre appa-

1. Pour un aperçu du comparatisme fondé sur l'idée que le clivage gauche-droite relève d'une perspective naturelle et d'un horizon universel, consulter Jean-Antoine Laponce, *Left and Right. The Topography of Political Perceptions*, Toronto-Buffalo-London, University of Toronto Press, 1981 ; Norberto Bobbio trouve dans la notion d'égalité le principe fondamental de distinction entre la gauche et la droite : voir Norberto Bobbio, *Droite et gauche*, Paris, Seuil, 1996 (trad. de l'italien : *Destra e sinistra. Ragioni e significati di una distinzione politica*, Rome, Donzelli Ed., 1994) ; Danic Parenteau, Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'université du Québec, 2008.

Comment penser le clivage gauche-droite ?

rent du monde politique et, de fait, à préserver l'équilibre des rapports de force sur lequel celui-ci est fondé. Ici comme ailleurs, l'universel n'est pas un donné objectif, mais une prétention et une construction sociale dont les fonctions, rarement explicitées comme telles en politique et toujours à objectiver dans l'analyse, donnent à voir les enjeux et les principes qui ont concouru à donner au clivage gauche-droite son caractère universel.

UNE IDENTITÉ POLITIQUE ?

« Je suis de gauche. » Affirmation courante, presque banale, d'une *identité politique*. En une formule, la discussion s'ouvre et se clôt, comme si cette identité affichée se suffisait à elle-même et se passait d'explications supplémentaires. Elle situe d'emblée l'individu qui l'énonce dans un espace de positions politiques et affiche cette situation comme étant *son* identité. Cette formule résume ainsi les opinions et les rapports multiples qu'il entretient à la politique. « Je suis de droite. » Grâce à cette déclaration, la politique n'est plus extérieure à l'individu mais en soi. Plus qu'une adhésion, elle exprime une adhérence à la politique. Toute distance à la politique, toute extériorité de la politique se trouvent ainsi niées. Ils font corps. Or les choses de la logique, qui distinguent appartenance et identité, entrent en contradiction avec la logique de la politique qui tend à les confondre. Par quelle magie sociale l'*appartenance* à un groupe (parti, mouvement, club, etc.), qu'elle s'objective par une adhésion formelle ou par une affinité avec ses visions, ses discours et ses décisions, se mue-t-elle en une *identité politique*, c'est-à-dire une revendication à l'être ? Cette revendication à l'identité politique se formule à partir de deux dimensions distinctes : d'une part, elle se déduirait de l'appartenance à une organisation (parti, club, mouvement, etc.) ; d'autre part, elle se réclamerait d'un attachement à des manières de penser le monde et la politique. Cet attachement serait vécu sur le mode d'une conviction intime, relevant par exemple de la conversion idéologique ou de l'his-

Gauche-droite

toire familiale. L'identité se déclinant soit comme déduction d'un ordre objectif, soit comme expression d'une conscience individuelle, l'observateur est dès lors condamné à l'aborder sous deux points de vue tant ses usages diffèrent d'un plan à l'autre : *a priori* convergents mais sans se recouvrir.

Comme déduction d'un ordre objectif, l'identité politique relève de ces profits symboliques attachés à la monopolisation et à la gestion des marques politiques (en particulier les sigles partisans), attachés aux stratégies qui visent à identifier des doctrines (socialisme, libéralisme, etc.), des causes (sécurité, lutte contre le racisme, etc.), des hommes politiques (de Gaulle, Mitterrand, Blum, Jaurès, Maurras, etc.) aux catégories légitimes de la politique (gauche, droite, centre, etc.), attachés également aux stratégies qui visent à inscrire l'actualité dans la continuité lissée d'un passé façonné à loisir en récit national¹. Ces stratégies, qui ne sont pas celles auxquelles les commentateurs prêtent attention, autorisent des hommes politiques à se prévaloir d'une identité en fonction de leur parcours, de leur appartenance ou de leur proximité avec certaines entreprises partisans, syndicales et intellectuelles. Sur ce plan, l'identité fait partie de ces formes objectivées de capital politique que les hommes politiques se font un devoir d'accumuler au cours de leur carrière. C'est pourquoi les ressources qui accordent aux hommes politiques le droit de se prévaloir d'une identité politique – et le nombre de ces identités politiquement rentables est bien évidemment limité dans un champ politique – font l'objet de stratégies de monopolisation qui règlent l'accès et l'usage de ce capital politique².

Mais ces *identités politiques* font également l'objet d'appréciations très variées qui échapperaient aux professionnels de la politique

1. Cette dimension du travail politique est peu objectivée et, par conséquent, peu étudiée. D'autant plus que ceux qui pourraient l'étudier sont également ceux dont l'activité scientifique est enrôlée au service de ce travail politique.

2. Annie Collovald, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 73, 1988, p. 29-40 ; Jacques Chirac et le gaullisme. *Biographie d'un héritier à histoires*, Paris, Belin, 1999. Brigitte Gaiïti, *De Gaulle prophète de la Cinquième République (1946-1962)*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

Comment penser le clivage gauche-droite ?

malgré leurs efforts pour contrôler les usages légitimes des marques politiques. De l'observateur averti à l'électeur délaissant ses devoirs électoraux, chacun se croit aujourd'hui fondé, à un titre ou à un autre, à contester les brevets d'appartenance politique dont se revendiquent les hommes politiques. Chacun se croit habilité à les contester en vertu d'une connaissance ordinaire de la politique et d'une conviction de savoir ce que sont la gauche et la droite, sans égard ou presque pour la parole politique, celle que dispensent les professionnels de la politique, sans égard non plus pour les signes et les sigles sur lesquels cette parole peut compter pour susciter l'adhésion. La « droite » et la « gauche » seraient devenues des substances qui échappent en partie aux entreprises politiques. Il existerait, en deçà des discours et des indicateurs qui objectivent une appartenance politique, quelque chose (un sentiment, une conviction, une opinion, etc.) au nom duquel les uns et les autres s'estiment en droit de contester les identités que les hommes politiques affichent. Frappé du sceau de la subjectivité, ce rapport ordinaire à la politique laisse croire que les opinions politiques – et les définitions particulières de la gauche et la droite en font partie – sont le fruit de la conscience individuelle, d'une réflexion intérieure qui ne doit rien ou presque à la manière dont les problèmes sont posés dans le champ politique. C'est oublier un peu vite que ces points de vue, pour individuels qu'ils soient, s'expriment avec les mots légitimes de la politique. Leurs significations et la structure objective qu'ils décrivent sont les produits d'une histoire qui, à travers leur formulation, tente d'imposer ses lois – ou, du moins, son inertie – à un à-venir qui peine à trouver sa voie propre.

L'identité politique se présente alors comme une illusion par laquelle les agents sociaux font passer les mots et les attributs que l'histoire leur lègue pour des opinions dont ils sont les hérauts. Cette illusion exprimerait une intériorité dont les agents sociaux auraient oublié ce qu'elle doit à l'intériorisation des structures objectives auxquelles ils appartiennent. En incluant ce processus d'incorporation dans le cercle des préoccupations savantes, la relation entre le champ politique et les dispositions sociales des agents devient le principe de distribution et d'adhésion aux opinions politiques et, à un degré de

Gauche-droite

croissance plus élevée, le principe de production des identités politiques¹. Encore ne faudrait-il pas non plus, après avoir écarté l'écueil du subjectivisme, succomber à celui de l'objectivisme. En l'occurrence, il consisterait à projeter les propriétés générales des positions composant le champ politique sur les dispositions politiques que manifesteraient individuellement les agents sociaux. Chaque agent social détiendrait mécaniquement les propriétés de la position objective (connaissances, jugements, inclinations) à laquelle ses opinions l'associent dans le champ politique. Faire de la relation entre les propriétés sociales et le champ politique un principe de production des préférences politiques suppose de s'intéresser à la façon dont s'acquiert *en pratique* ces principes de vision et de division du monde politique. De quelles façons les agents politiques se saisissent-ils d'un vocabulaire, de manières de faire et de penser propres à la politique ? Par quels processus ces agents politiques sont-ils conduits à résumer leurs opinions, sentiments et connaissances politiques sous la forme d'une identité politique qui emprunte les catégories les plus légitimes de l'ordre politique ?

« Gauche », « droite » ou « centre » sont en effet des biens symboliques qui permettent de parler de politique et de la comprendre (en tous les sens du terme) de façons d'autant plus simples qu'ils sont souvent réduits aux définitions légitimes qui en sont données et aux usages autorisés qui en sont faits par les professionnels de la (science) politique. Cependant, ils circulent dans des espaces où la politique se fait et se discute de façons parfois très différentes : presse, littérature, activités militantes, cercles familiaux, école, université, etc. Par conséquent, les conditions d'usages et de circulation de ces biens varient en fonction des enjeux propres à ces espaces : des enjeux attachés à la conquête de mandats politiques pour les militants politiques aux enjeux liés à la gestion de l'image de soi dans les cercles familiaux. De fait, on n'exige pas le même niveau de compétence politique dans une discussion familiale que dans un débat journalis-

1. Sur les usages de la notion d'« identité », consulter Rogers Brubaker, « Au-delà de l'« identité » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 139, 2001, p. 66-85.

Comment penser le clivage gauche-droite ?

tique. Ainsi s'expliquent en partie les degrés différents de réalité (c'est-à-dire d'objectivité) et de maîtrise de ces biens comme les significations variables que les agents sociaux leur prêtent. Ainsi se justifie de prendre quelque distance avec le rapport légitimiste et éminemment scolaire qui assigne arbitrairement à ces catégories la même signification politique pour tous les agents sociaux, la même réalité. Le degré d'objectivité auquel parviennent ces catégories est sans doute l'une des clés de compréhension des raisons pour lesquelles les agents sociaux sont amenés à se reconnaître en elles et à en faire leur identité politique. Plus ces catégories sont objectivées politiquement et dotées d'attributs considérés comme intrinsèques (universalisme, transhistoricité, etc.), plus elles font l'objet de stratégies de réappropriation qui vont de la simple présentation de soi à l'affirmation d'une identité politique. Et inversement.

Bachelard l'énonce, la véritable pensée scientifique consiste à se défier de l'évidence, à lire le complexe dans le simple et, pourrions-nous ajouter, à chercher le multiple derrière l'unité¹. S'arracher à l'emprise de cette doxa politique implique de mettre au jour ce qu'elle masque, d'exhumer du passé ce que l'histoire n'a pas retenu, de faire droit aux usages ordinaires de catégories réduites à leur expression officielle, c'est-à-dire à leurs usages légitimes. Le lent travail d'anamnèse des conditions historiques qui président à la formation du clivage gauche-droite transforme le chercheur en archéologue des formes symboliques. Il l'incite à inscrire les structures sociales et symboliques de la politique dans une historicité qui n'est pas mise au service de leur naturalisation mais à celui d'une vérité scientifique. Exposer la genèse du clivage gauche-droite, c'est également emprunter un chemin qui conduit le chercheur à faire l'histoire de la formation du champ politique à partir d'un autre point de vue, non seulement de celui de sa dimension symbolique mais aussi de sa dimension sociale, l'une et l'autre considérées comme un produit historique.

1. Gaston Bachelard, *Le nouvel esprit scientifique*, Paris, PUF, 2006 (1934), p. 10.